



BILLOM

Communauté

Autoévaluation

(annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme défini par l'Arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire de demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour un document d'urbanisme ou une unité touristique nouvelle dans le cadre de l'examen au cas par cas défini aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme)

du projet de modification de droit commun n° 3 (MDC3)

du PLU-H

de Billom Communauté

13 février 2026

bioinsight .

urbanisme
biodiversité
bioclimatisme

SOMMAIRE

1 Cadre juridique et méthodologique	3
1.1 Définitions : évaluation, préévaluation et autoévaluation environnementales	3
1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021	3
1.2.1 Des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de cas par cas (CPC)	3
1.2.2 Processus et cheminements décisionnels : des choix stratégiques	4
1.2.3 Modification de PLU(i) : trois dispositifs d'EE et un dispositif de CPC	5
2 Projet de MDC3 du PLU-H de Billom Communauté	7
2.1 Objets de changement du projet de MDC3	7
2.2 Visites de terrain et analyses à l'agence	8
2.3 Objets de changement : description et proposition de corrections	8
2.3.1 Objet 9a (ancien) à Vertaizon (Chantagour) : Stecal Ah : supprimé	8
2.3.2 Objet 4 à Reignat (Entrée Bourg) : zone Ue	9
2.3.3 Objet 3 à Chauriat (Vailhat) : création OAP	11
2.3.4 Objet 6a à Billom (Puy Garret) : zone A	13
2.3.5 Objet 1a à Mur-sur-Allier (Courvache) : création OAP	14
2.3.6 Objet 2b à Pérignat-sur-Allier (La Plagnol) : contenu OAP	16
2.3.7 Objet 8 à Billom (Moulin de l'Etang) : emplacement réservé (ER)	17
2.4 Autres objets de changement : description sans proposition de correction	18
3 Déroulé analytique de l'autoévaluation	24
3.1 Critère n° 1 : Natura 2000	25
3.2 Critère n° 2 : modification simplifiée pour mise en compatibilité	25
3.3 Critère n° 3 : autres modifications : préévaluation environnementale	25
3.3.1 Principe	25
3.3.2 Méthode	26
3.3.2.1 Risques d'effets notables	26
3.3.2.2 Risques d'incidences notables	27
3.3.2.3 Résultats de la préévaluation environnementale	36
3.4 Stratégie retenue à l'issue du déroulé analytique	36

1 Cadre juridique et méthodologique

1.1 Définitions : évaluation, préévaluation et autoévaluation environnementales

Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables **probables** d'un projet de document d'urbanisme (évaluation d'incidences notables probables) puis définit des mesures ERC pour y remédier.

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de document d'urbanisme est **susceptible** d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine (évaluation d'une probabilité = risque dans le cadre du principe de précaution).

Si la préévaluation environnementale conclue que le projet de document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, une **évaluation environnementale** est alors effectuée pour décrire et évaluer ces incidences notables probables qui seront peut-être inexistantes. En effet, un projet de document peut être présenté comme susceptible d'avoir des incidences notables puis finalement ne pas présenter d'incidences notables probables dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Dans le cas contraire, un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme est alors réalisé pour faire valider par la MRAe le fait que le projet ne requiert pas d'évaluation environnementale parce que non susceptible d'avoir des **incidences notables** sur l'environnement et sur la santé humaine.

Une **autoévaluation** expose alors la **préévaluation environnementale** dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme, examen et dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* réalisés par conséquent par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) puis transmis à l'autorité environnementale au titre des R104-33, R104-34 et R104-35 du Code de l'urbanisme (CU) et de l'arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier. Dans cet examen (autoévaluation), y seront détaillées par la personne publique responsable les « raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 2° d CU). Un tel exposé (examen) est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 2° d CU).

1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021

1.2.1 Des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de cas par cas (CPC)

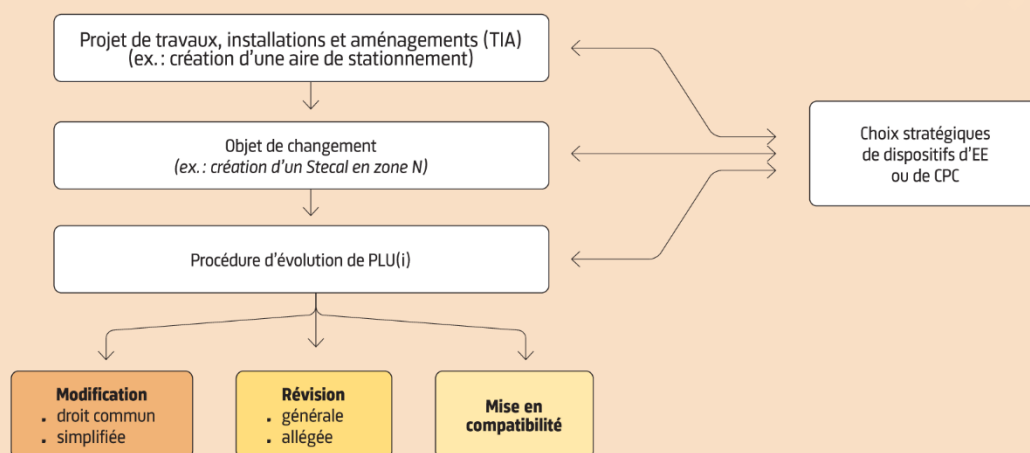
Pour résumer d'un point de vue décisionnel le décret du 13 octobre 2021, une évolution de PLU(i) peut désormais être soumise à une évaluation environnementale (EE) suivant quatre types de dispositif : le premier de manière automatique (dispositif d'EE automatique) ; les trois autres dans le cadre d'un dispositif de cas par cas (CPC) fondé sur un examen. L'examen est réalisé

soit par l'autorité environnementale (dispositif de cas par cas de droit commun) soit par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) dans le cadre d'un dispositif de cas par cas *ad hoc*. Contrairement à l'examen au cas par cas de droit commun, l'examen au cas par cas *ad hoc* n'est donc pas réalisé par l'autorité environnementale (MRAe). Le dispositif de cas par cas *ad hoc* peut conduire à deux possibles dispositifs d'EE. La personne publique responsable peut tout d'abord estimer que le projet d'évolution de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement – probabilité évaluée par une préévaluation environnementale implicite ou explicite – donc décider de réaliser une évaluation environnementale de manière volontaire (dispositif d'EE au cas par cas volontaire). A contrario, si à l'issue d'une préévaluation environnementale elle estime que le projet d'évolution de PLU(i) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement elle transmet alors à l'autorité environnementale sa décision sous la forme d'un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme. Ce dossier inclura la préévaluation environnementale explicite et construite dénommée « auto-évaluation » présentée en annexe 3 du dossier. L'autorité environnementale rendra un avis conforme soit favorable soit non favorable à ce dossier. Si l'avis conforme est non favorable, il est requis une évaluation environnementale (dispositifs d'EE au cas par cas par avis conforme).

1.2.2 Processus et cheminements décisionnels : des choix stratégiques

L'évolution d'un PLU(i) préalablement approuvé est mise en œuvre pour autoriser un ou plusieurs projets de travaux, installations et aménagements (TIA) que va réglementairement autoriser un objet de changement réglementaire du PLU(i) (règlement graphique, règlement écrit, OAP, emplacement réservé...) requérant une procédure d'évolution du PLU(i) (modification, révision ou mise en compatibilité). Pour chaque type de procédure d'évolution de PLU(i), le dispositif d'EE ou de CPC relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établi par le CU (Laurent, Lavis & Delcombel 2022).

Or la multiplicité des dispositifs d'EE et de CPC d'une évolution de PLU(i) ainsi que des subtilités qui les différencient poussent à des choix stratégiques de dispositifs d'EE ou de CPC suivant des cheminements décisionnels liés aux priorités des élu·e·s *via* des allers-retours entre de nombreux autres acteurs dont les porteurs de projet (Laurent & Genevois 2024).

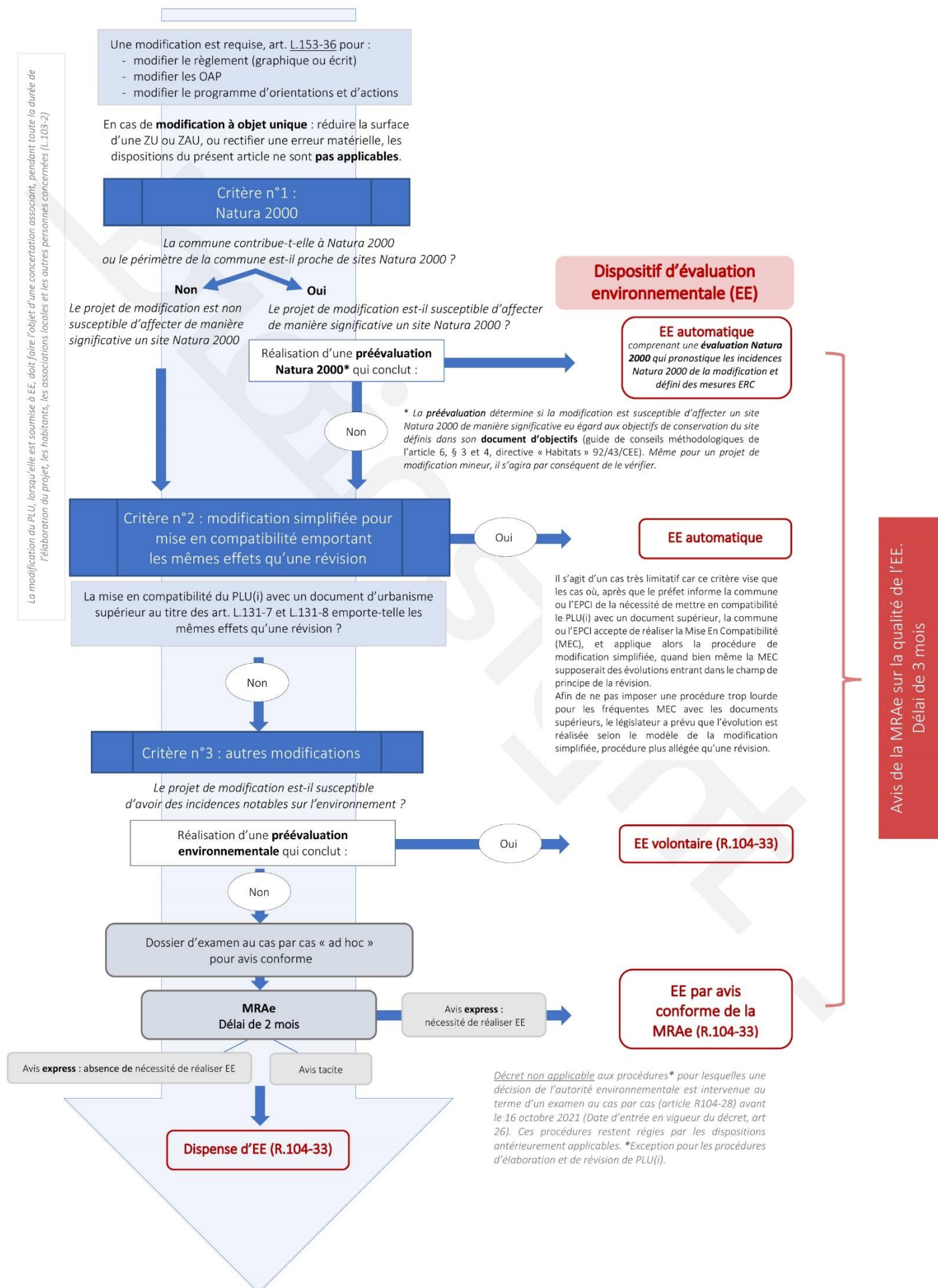


1.2.3 Modification de PLU(i) : trois dispositifs d'EE et un dispositif de CPC

Dans le cas d'une modification de PLU(i), la soumission à évaluation environnementale (EE) peut donc relever de trois dispositifs d'EE : automatique, au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme (non favorable) de la MRAe parce que cette évolution peut faire intervenir un dispositif de CPC *ad hoc*.

Les dispositifs d'EE et de CPC qui s'imposent en matière d'évolution de PLU(i) de type modification relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-après sous la forme d'un logigramme.

Modification (R.104-12 CU)



2 Projet de MDC3 du PLU-H de Billom Communauté

2.1 Objets de changement du projet de MDC3

Le PLU-H de Billom Communauté a été approuvé le 21 octobre 2019 puis fut modifié trois fois : modification de droit commun n°1 approuvée le 25 octobre 2021, modification de droit commun n°2 approuvée le 29 janvier 2024 et modification simplifiée n°1 approuvée le 22 septembre 2025.

Le projet modification de droit commun n°3 (MDC3) vise 18 objets de changement surfaciques formellement « zone » et « prescriptions surfaciques » du règlement graphique du PLU-H :

- création d'une zone Stecal Ah aux dépens d'une partie de zone As à Vertaizon (objet 9b) ;
- création d'une zone Stecal Ah aux dépens d'une partie de zone N à Billom (objet 9c) ;
- création d'une zone Stecal Ah aux dépens d'une partie de zone A à Billom (objet 9a) ;
- création d'une zone Ue aux dépens d'une zone Ul à Reignat (objet 4) ;
- création d'une zone Ud aux dépens d'une partie de zone Ue à Saint-Julien-de-Coppel (objet 5) ;
- création d'une zone A aux dépens d'une partie de zone As* et d'une partie de zone AUmu à Billom (objet 6a) ;
- création d'un périmètre d'OAP sectorielle dans zone U à Chauriat (objet 3) ;
- création d'un périmètre d'OAP sectorielle dans zone U à Mur-sur-Allier (objet 1a) ;
- création d'un périmètre d'OAP sectorielle dans zone U à Mur-sur-Allier (objet 1b) ;
- changement du contenu d'une OAP sectorielle dans zone U à Pérignat-sur-Allier (objet 2b) ;
- création d'une zone U aux dépens d'une partie de zone AUmu à Billom (objet 6a) ;
- création d'une zone As* aux dépens d'une partie de zone A à Billom (objet 6b) ;
- agrandissement d'une zone A aux dépens d'une partie de zone As avec agrandissement d'une zone As au dépens d'une partie de zone A pour une régularisation rétroactive d'un bâtiment maintenant existant à Vertaizon (objet 10) ;
- 3 suppressions d'emplacements réservés (ER) à Billom (objets 7a, 7b et 7c) ;
- création d'un emplacement réservé (ER) dans une zone U à Billom (objet 8) ;
- changement d'un périmètre d'OAP sectorielle dans zone U à Pérignat-sur-Allier (objet 2a).

En matière de poursuite de l'analyse et de visite de terrain, dans le cadre de cette autoévaluation, seront seuls pris en compte, les 16 objets de changement ne concernant pas la suppression d'un emplacement réservé (3 : objets 7a, 7b et 7c) ni des objets de changement non surfacique de type changement de destination de bâtiment. En effet, de par leur nature et leur très faible dimension spatiale, pour ces objets de changement de destination de bâtiment, les visites de terrain ont été jugées non nécessaires parce que ce type d'objets ne sont raisonnablement pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

2.2 Visites de terrain et analyses à l'agence

En préparation des visites de terrain du projet de modification de droit commun n° 3 du PLU-H de Billom Communauté (25 communes et 277,97 km²), des planches A4 de terrain zoomant sur une ou plusieurs parcelles concernées par des objets de changements ont été conçues et imprimées. Ces planches élaborées sur fond de BD Ortho PVA été 2022 de résolution spatiale à forte définition de 20 cm (un pixel à l'écran correspondant à 20 cm sur le terrain) sont à des échelles allant du 1/800 au 1/700. Ces planches présentent les informations suivantes :

- noms de la commune et du lieu-dit ;
- limites de parcelles avec numéro et section (cadastre PCI 241001) ;
- périmètres des objets de changement avec indication du type de changement final ;
- zones du PLU-H de la modification 2 approuvée le 29 janvier 2024.

Comme certaines parcelles étaient inaccessibles sans les propriétaires, des premiers contacts téléphoniques puis des RDV sur le terrain avec les propriétaires (prévenus par un courrier préalable de Billom Communauté) ont dû être mis en œuvre avant et au cours des visites de terrain.

En venant en voiture à Billom Communauté puis en se déplaçant à pied dans et autour du périmètre des objets de changement, les visites de terrain en un seul passage ont été réalisées le jeudi 30 octobre 2025 toute la journée. Elles ont conduit à 404 photos haute résolution (Nikon D7500 équipé d'un objectif Nikon 18-300 mm 5.6).

Pour des localisations très précises est utilisée l'application mobile cartographique *lphigénie* de l'IGN exploitant les mêmes fonds BD Ortho et Scan 25 IGN des planches de terrain.

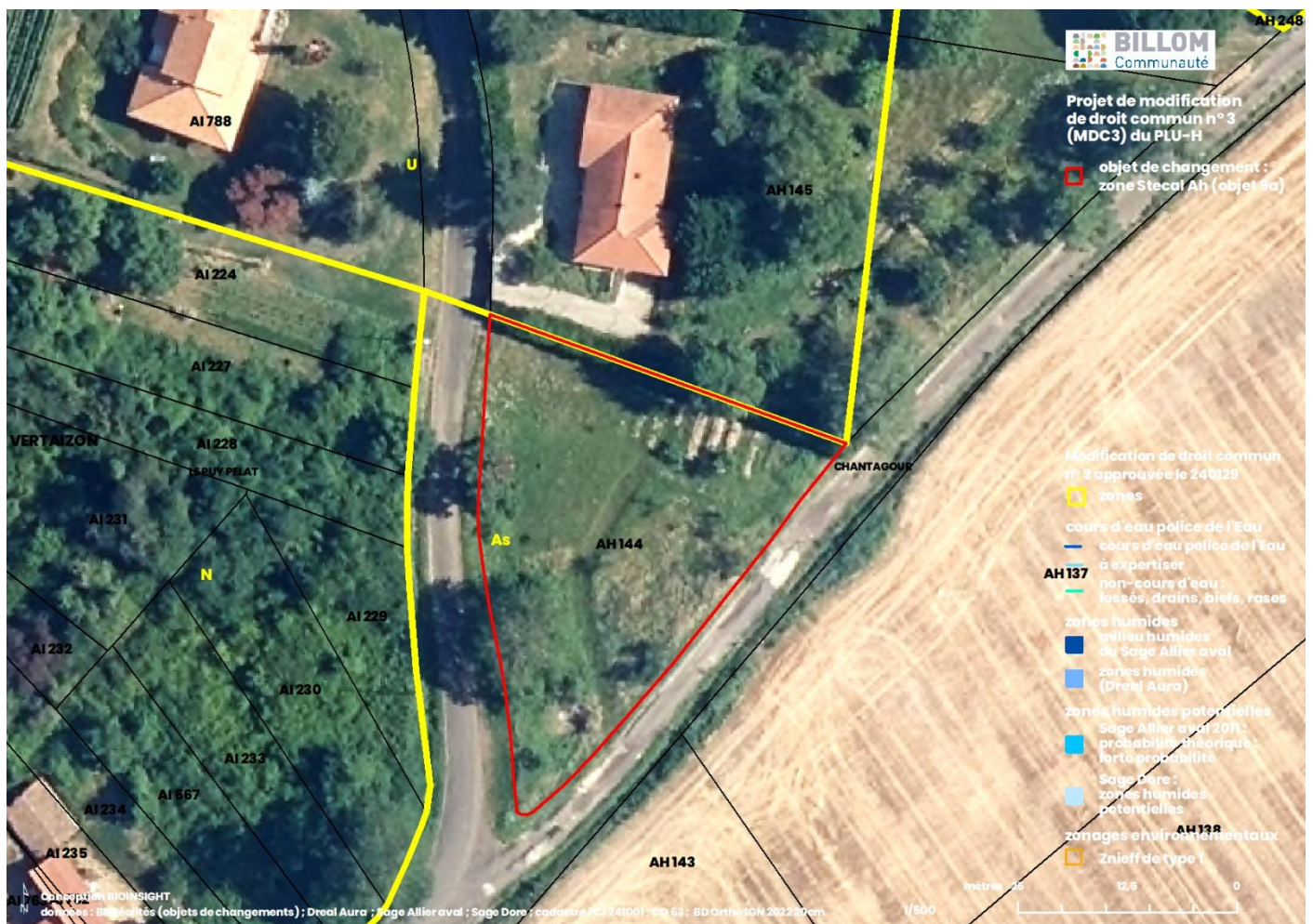
Ces visites ont été suivies à l'agence par des analyses cartographiques sous système d'information géographique (Sig).

2.3 Objets de changement : description et proposition de corrections

Des projets d'objets de changement sont maintenant présentés plus en détail et des corrections pour certains sont présentées parce qu'à l'issue des visites de terrain et des analyses à l'agence, des corrections du premier projet modification de droit commun n° 3 (MDC3) du PLU-H de Billom Communauté ont été définies. Pour que cette préévaluation environnementale du projet MDC3 conforte le choix stratégique du dispositif d'examen au cas par cas *ad hoc*, les corrections du premier projet MDC3 ont été proposées et acceptées.

~~2.3.1~~ ~~Objet 9a (ancien) à Vertaizon (Chantagour) : Stecal Ah~~ : supprimé

Pour ce projet de création d'une zone Stecal Ah aux dépens d'une partie de zone As à Vertaizon (Chantagour : **objet 9a** ancien) dont le sol est maintenant artificialisé par terrassement et remblais (dont dépôt sauvage), deux arbres isolés urbains (de l'enveloppe urbaine) du périmètre de la zone Ah (limite ouest) seraient à protéger suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique du projet de MDC3 du PLU-H.

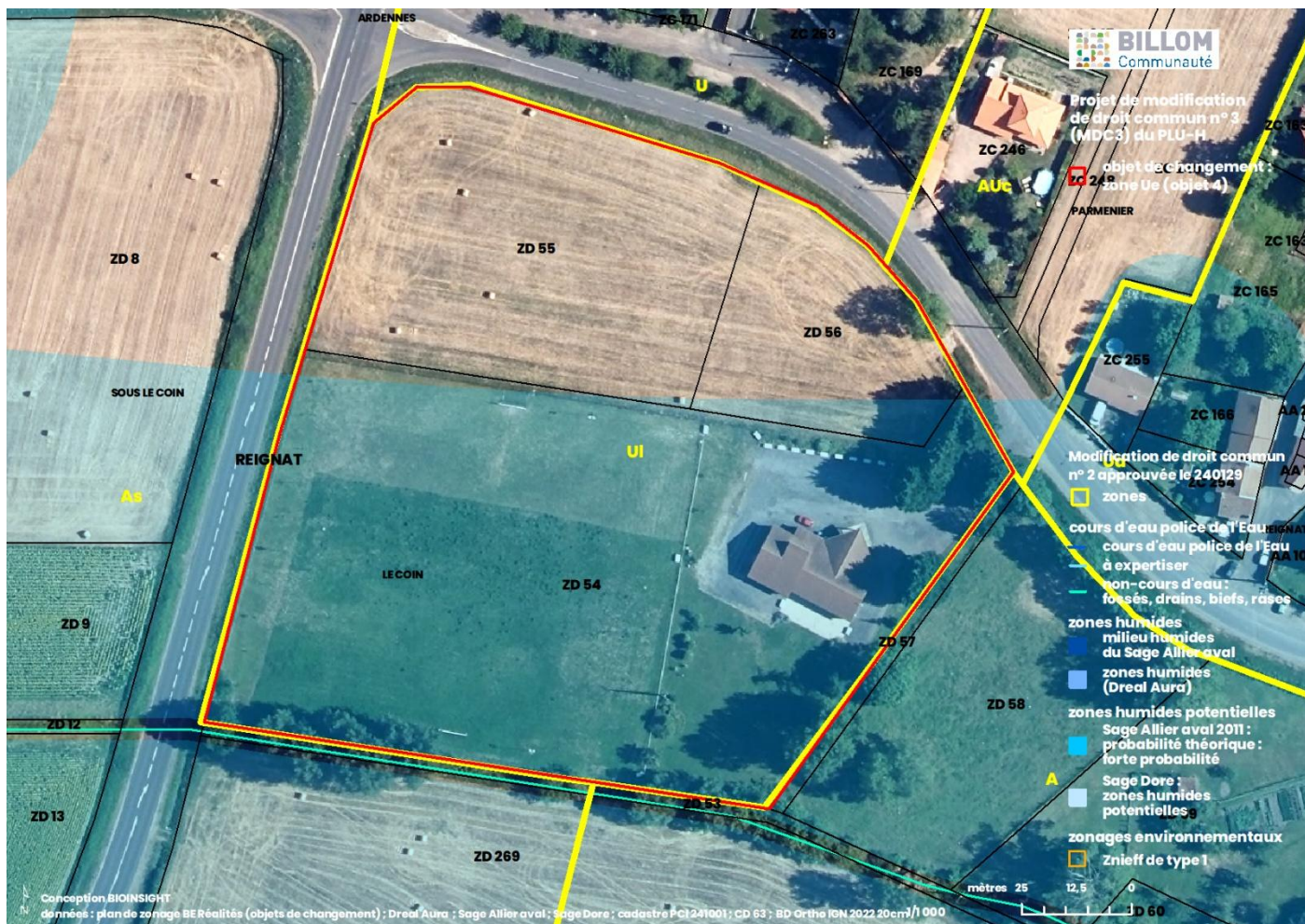


Création d'une zone Stecal Ah à Vertaizon (Chantagour : objet 9a) : arbres urbains (photos Luc Laurent)

Ce projet d'objet de changement à Vertaizon a été supprimé (objet 9a ancien).

2.3.2 Objet 4 à Reignat (Entrée Bourg) : zone Ue

Pour ce projet de création d'une zone Ue aux dépens d'une zone U1 à Reignat (**objet 4**), le périmètre du projet de zone Ue est à réduire dans le sud et dans l'est pour le par inclure une partie de zone humide potentielle, une ripisylve (même si protégée dans le règlement graphique du PLU-H en vigueur) et un fossé pluvial.





Zone Ue à Reignat (Entée Bourg : objet 4) : écoulement côté sud avec bois rivulaire



Zone Ue à Reignat (Entée Bourg : objet 4) : fossé pluvial côté est (photos Luc Laurent)

2.3.3 Objet 3 à Chauriat (Vailhat) : création OAP

Ce projet de périmètre d'OAP dans une zone U en situation de pente abrite un boisement urbain (enveloppe urbaine) avec arbres matures orienté nord-sud (parcelles : ZD26, ZD25, partie orientale de la ZD427, ZD24, ZD19 et ZD23) et des arbres isolés urbains (côté occidental de la parcelle ZD427). Cette petite forêt urbaine fait bénéficier d'effets hydrauliques par infiltration et évaporation (abattement du ruissellement pluvial donc de l'érosion) et d'effets thermiques par ombrage, transpiration et coalescence pour un confort thermique lors de vagues de chaleur.



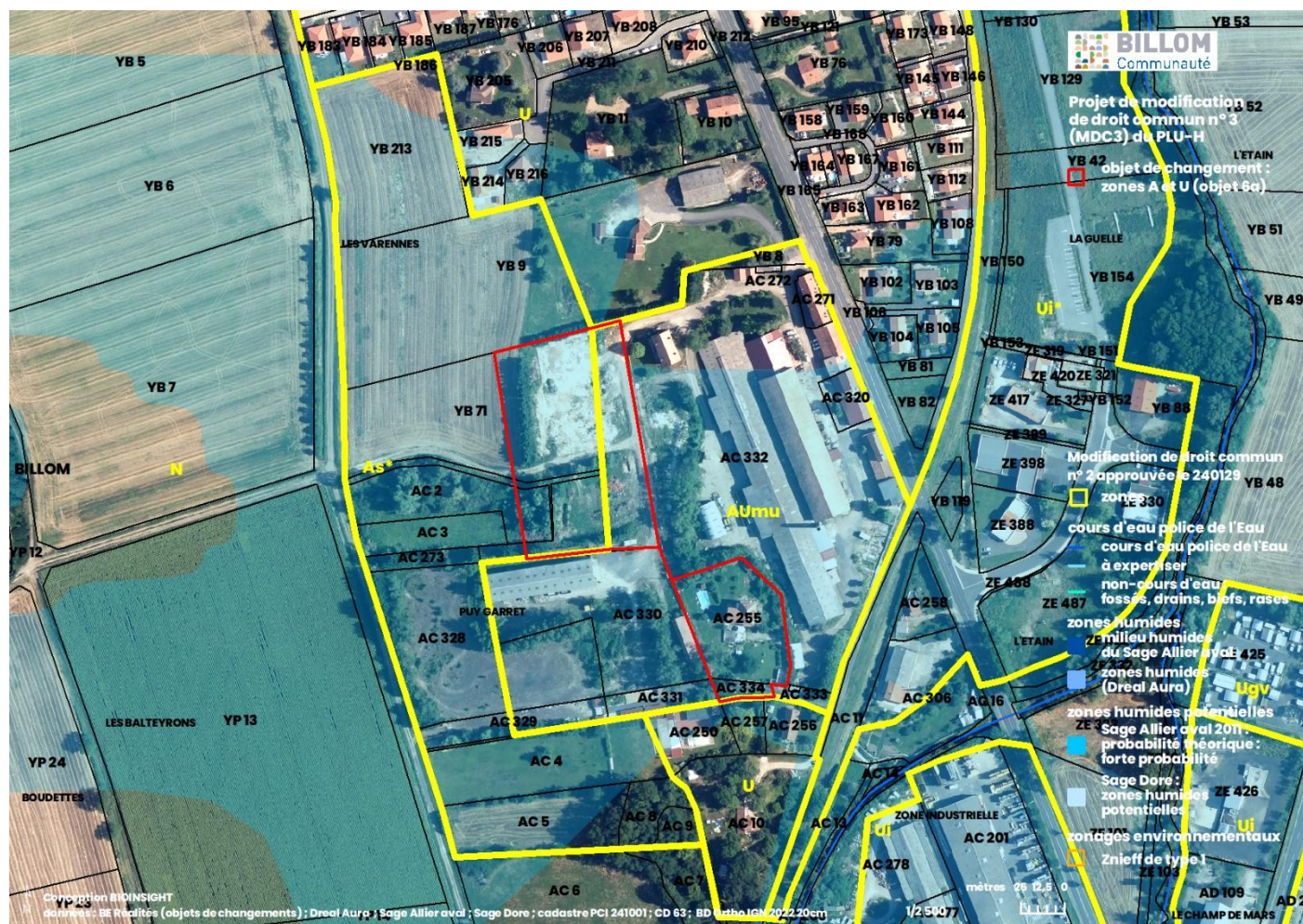
Création d'une OAP à Chauriat (Vailhat : objet 3) : boisement urbain avec arbres matures (orienté sud-nord) en côté est (parcelles : ZD26, ZD25, partie orientale de la ZD427, ZD24, ZD19 et ZD 23) ; et arbres isolés urbains en côté ouest (côté occidental de la parcelle ZD427) (photos Luc Laurent)

Pour ce projet de création d'une OAP, les arbres urbains sont à protéger suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique avec un rappel dans l'OAP sectorielle et le boisement urbain est à protéger suivant la compatibilité avec des orientations graphiques et textuelles dans l'OAP sectorielle, avec une formulation d'OAP du type « éviter le défrichement des arbres isolés existants urbains », « maintenir les arbres isolés existants urbains »...

2.3.4 Objet 6a à Billom (Puy Garret) : zone A

La création d'une zone A aux dépens d'une partie zone AS* et d'une partie de zone AUmu concerne une continuité écologique humide : cours d'eau non recensé comme écoulement par la DDT 63 et un bois humide, dans les parcelles AC2, AC332 (partie occidentale) et YB71 (partie sud-est).

Il faut noter qu'une partie de cette continuité écologique humide est relevée par une prescription surfacique « élément de patrimoine végétal » intitulé « PV » dans le PLU-H au titre du L151-19 CU mais pas comme continuité écologique de la trame verte et bleue.





Zone U à Billom (Puy Garret : objet 6a) : écoulement et bois humide dans parcelle AC332 côté ouest (photos L.L.)

Pour ce projet de zone A, la continuité écologique humide : écoulement et bois humide, est à protéger suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique au titre de la trame verte et bleue comme secteur de cours d'eau.

2.3.5 Objet 1a à Mur-sur-Allier (Courvache) : création OAP

A Mur-sur-Allier (Courvache : **objet 1a**), ce projet de périmètre d'OAP abrite deux boisements urbains (enveloppe urbaine) dont un étendu en limite sud-ouest. Cette petite forêt urbaine fait bénéficier d'effets thermiques par ombrage, transpiration et coalescence pour un confort thermique lors de vagues de chaleur ainsi que d'effets hydrauliques par infiltration et évaporation (abattement du ruissellement pluvial donc de l'érosion).



Création d'une OAP à Mur-sur-Allier (Courvache : objet 1a) : boisement urbain sud (photo de gauche) et boisement urbain nord (photo de droite) (photos Luc Laurent)

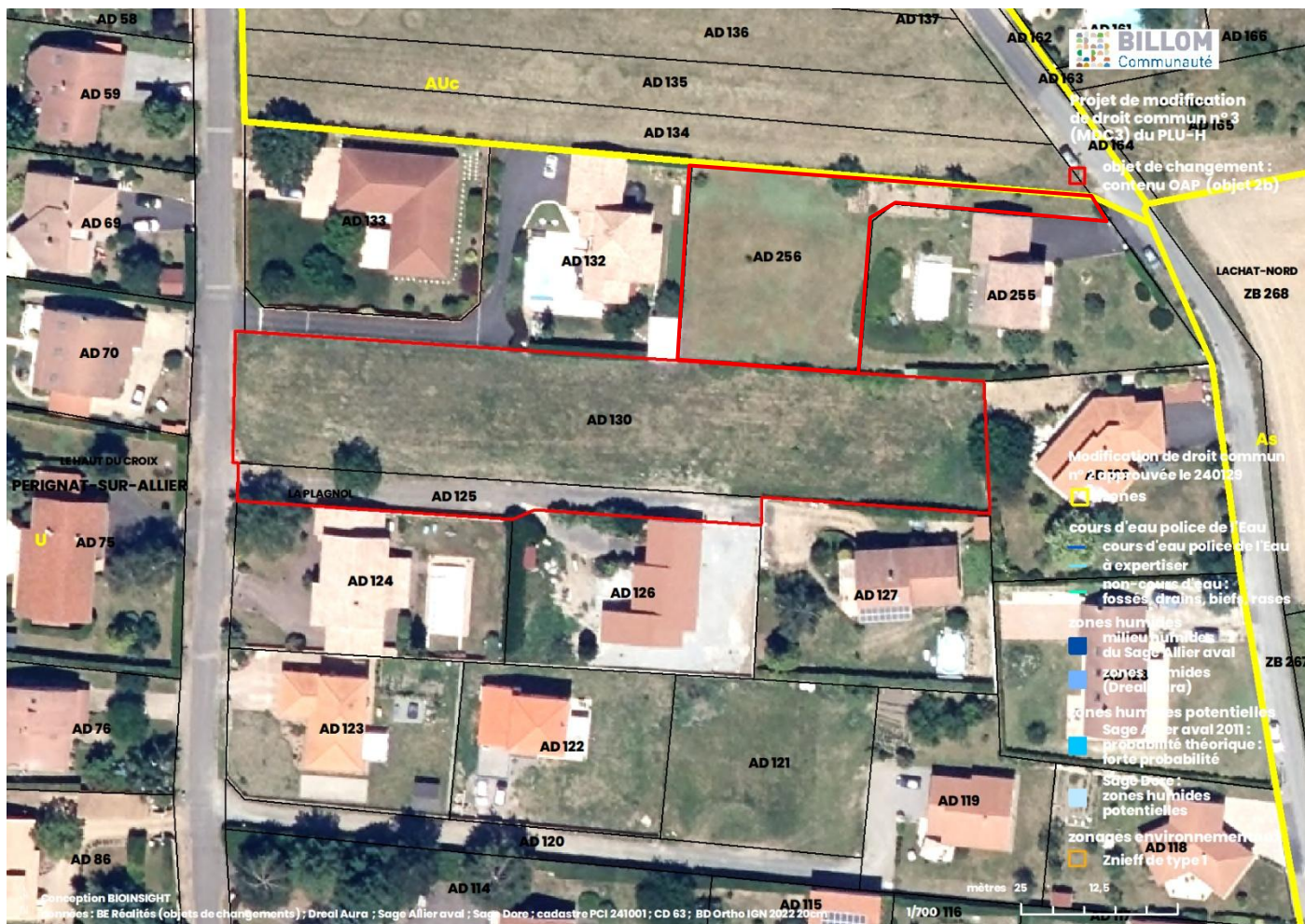
Pour ce projet de création d'une OAP, ces boisements urbains sont à protéger : le boisement urbain sud suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique avec un rappel dans l'OAP sectorielle ; le boisement urbain nord suivant la compatibilité avec des orientations graphiques et textuelles dans l'OAP sectorielle, avec une formulation d'OAP du type « éviter le défrichement le boisement urbain nord », « maintenir le boisement urbain nord »...

2.3.6 Objet 2b à Pérignat-sur-Allier (La Plagnol) : contenu OAP

Pour ce changement du contenu d'une OAP à Pérignat-sur-Allier (centre sud : **objet 2b**), un arbre isolés urbain (de l'enveloppe urbaine) est à protéger soit suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique avec un rappel dans l' OAP sectorielle soit suivant la compatibilité avec des orientations graphiques (repérage) et textuelles dans l'OAP sectorielle avec une formulation d'OAP du type « éviter l'abattage de l'arbre » et « éviter la taille et émondage entre le 16 mars et le 15 août inclus, sauf pour la sécurité des biens et des personnes ».



Changement de contenu d'une OAP à Pérignat-sur-Allier (La Plagnol : objet 2b) : arbre urbain (photos Luc Laurent)

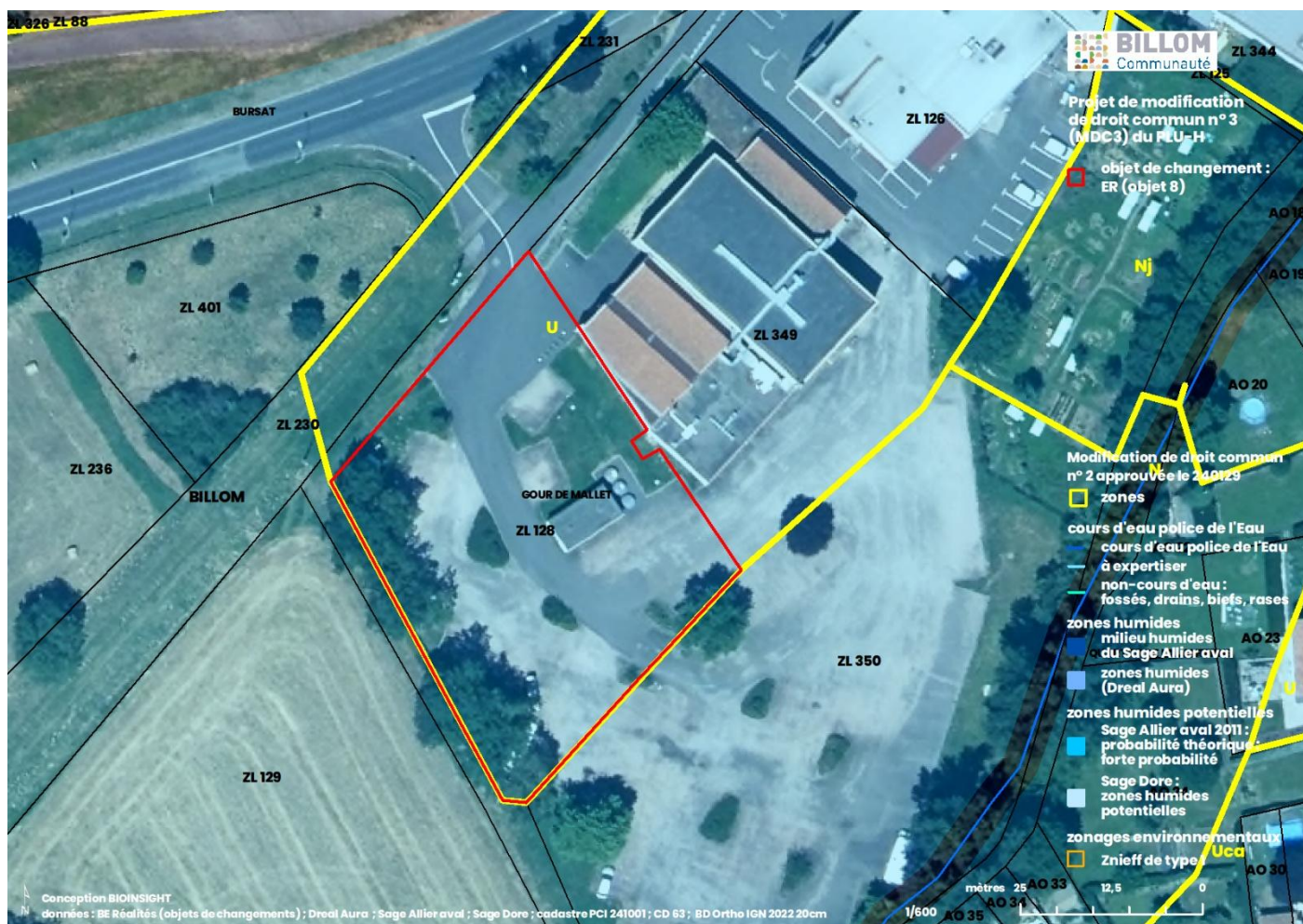


2.3.7 Objet 8 à Billom (Moulin de l'Etang) : emplacement réservé (ER)

Pour la création d'un emplacement réservé (ER) à Billom (Moulin de l'Etang : **objet 8**), les nombreux arbres isolés urbains (de l'enveloppe urbaine) le long du mur (limite sud-ouest du projet d'ER) sont à protéger suivant la conformité par un repérage dans le règlement graphique du projet de MDC3 du PLU-H. En effet, dans le PLU-H en vigueur, existe une prescription surfacique « Élément du patrimoine végétal » qui est en décalage géographique avec les arbres du mur et qui ne semble pas être protégé réglementairement au titre par exemple du L151-19 du Code de l'urbanisme.

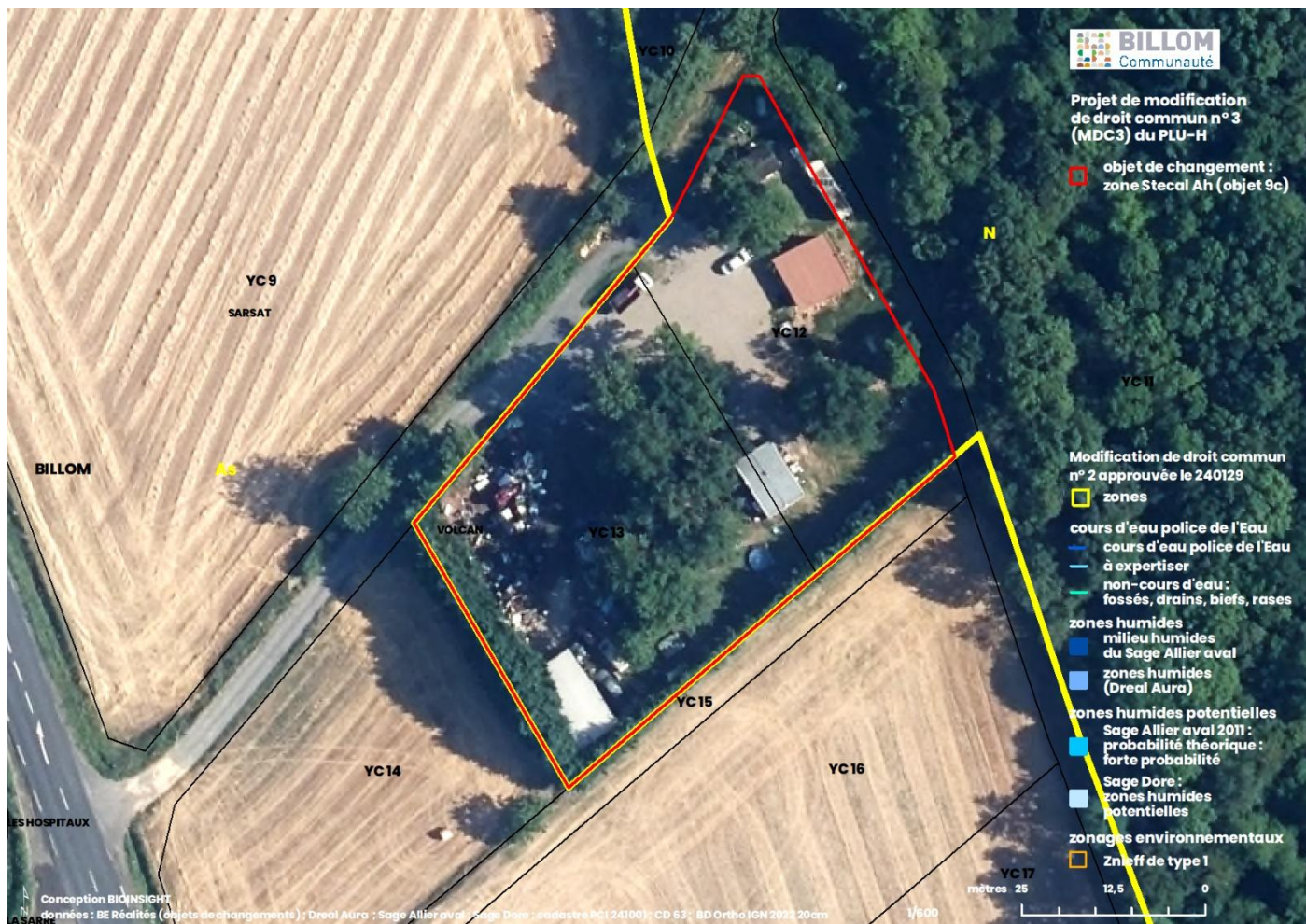


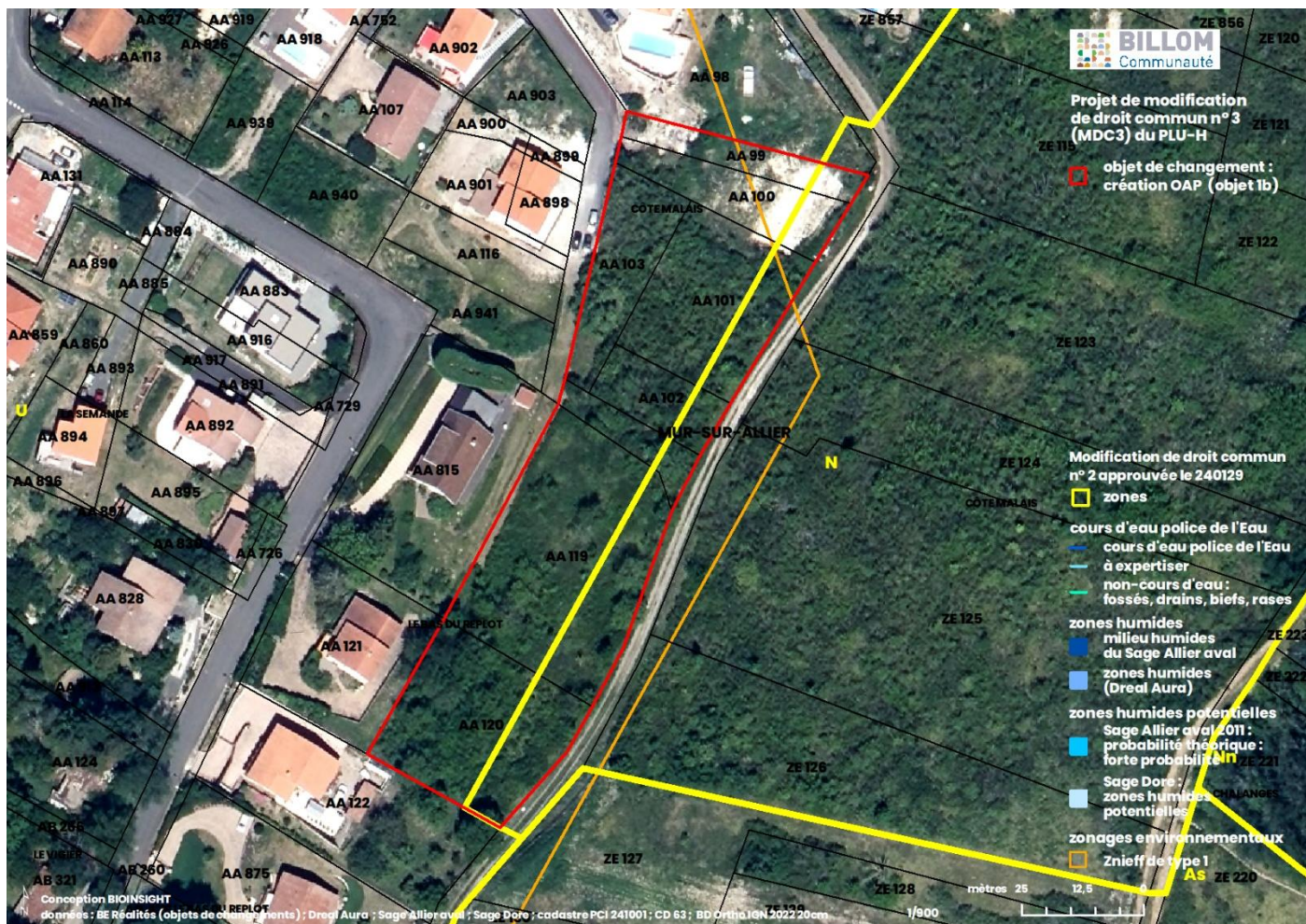
Création d'un ER à Billom (Moulin de l'Etang : objet 8) : arbres isolés urbains et mur (photos Luc Laurent)



2.4 Autres objets de changement : description sans proposition de correction

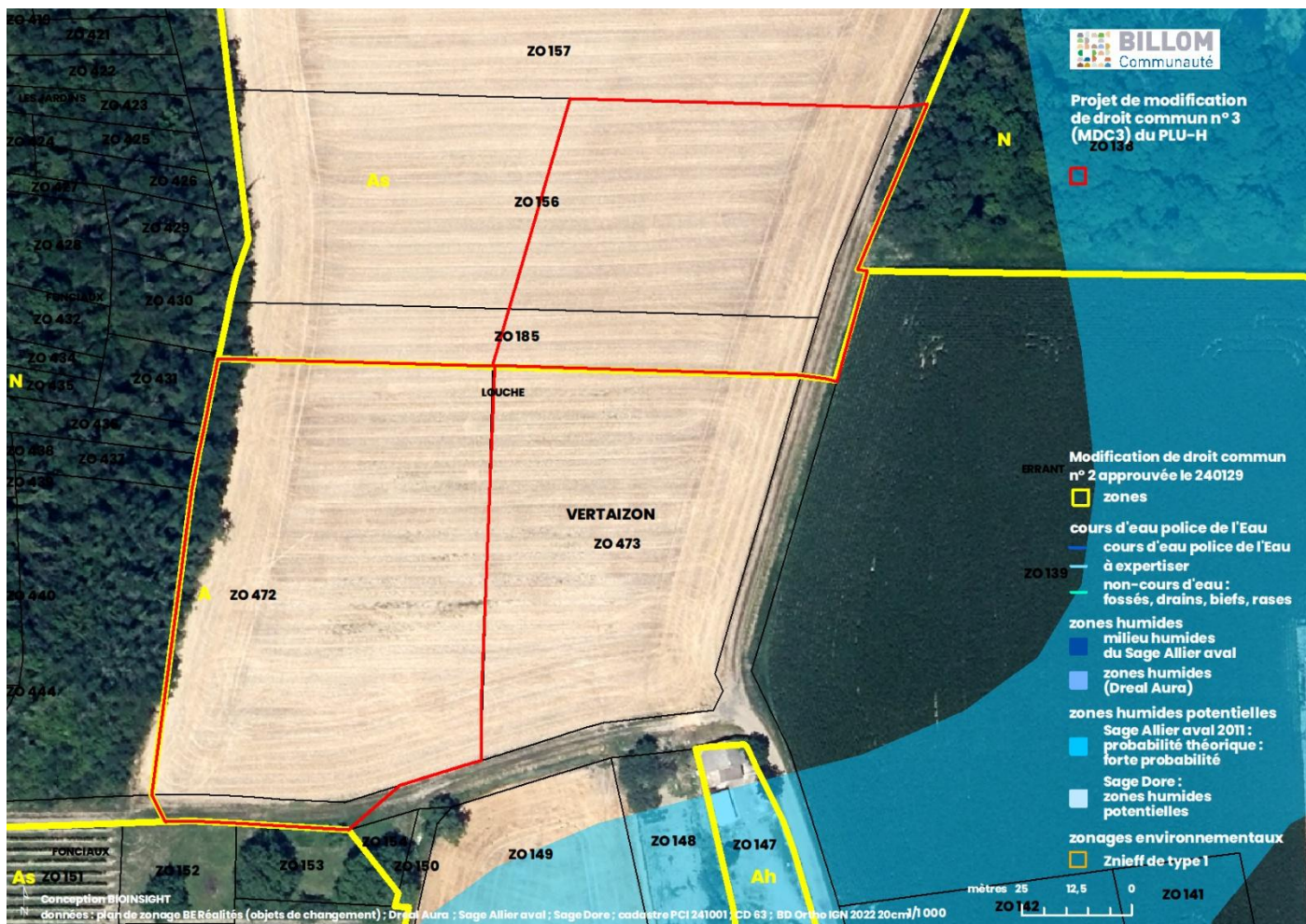
Les autres objets surfaciques hors suppression d'emplacement réservé (ER) sont présentés sans proposition de correction.





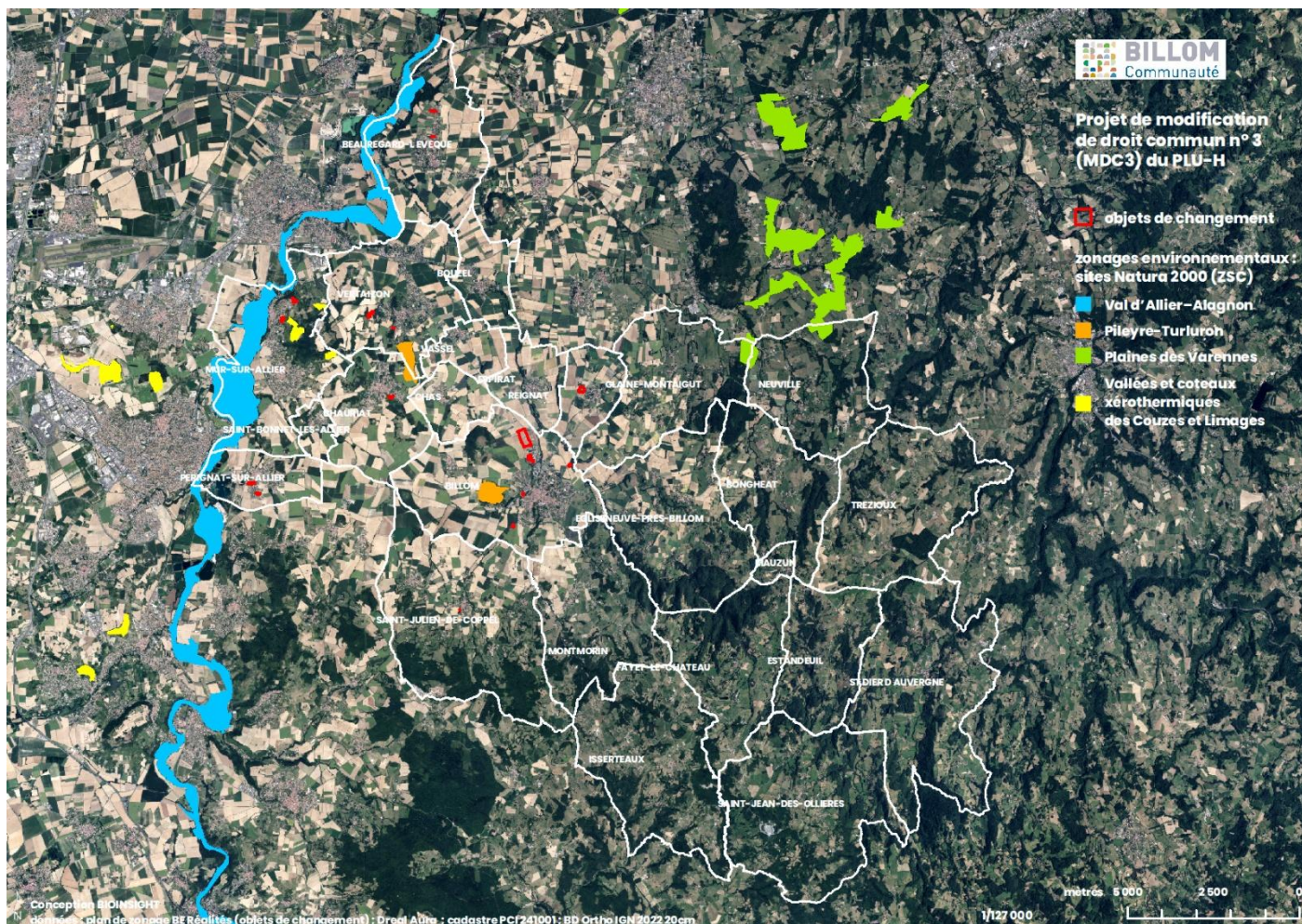


Création d'une zone Ud aux dépens d'une partie de zone Ue à Saint-Julien-de-Coppel (Bourg : objet 5) : surfaces herbacées drainées (ancienne prairie humide ?) avec un séquoia géant (*Sequoiadendron*) comme point de repère entre carte et photos (photos Luc Laurent)





Création d'une zone A aux dépens d'une partie de zone As et création d'une zone AS aux dépens d'une partie de zone A à Vertaizon (Louche : objet 10) : régularisation rétroactive d'un bâtiment déjà construit (photos Luc Laurent)



3 Déroulé analytique de l'autoévaluation

L'autoévaluation d'une évolution de PLU(i) doit exposer « les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU).

Le déroulé analytique d'une autoévaluation d'un projet de modification de PLU(i) doit donc tout d'abord reprendre le processus décisionnel de détermination des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de dossier d'examen au cas par cas (CPC) auquel est soumis un tel projet, cela jusqu'à l'étape du dossier d'examen au cas par cas, dans le cas présent au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme (logigramme). Le processus décisionnel doit alors bien démontrer qu'un tel projet ne doit déjà pas être soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique) ou au dispositif d'évaluation environnementale au cas par cas volontaire (EE au cas par cas volontaire) dans les premières étapes (logigramme). Ce processus décisionnel suit l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU (logigramme).

3.1 Critère n° 1 : Natura 2000

En matière d'évolution de PLU(i) de type modification, le processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU est restitué sous la forme d'un logigramme.

Ce processus décisionnel doit tout d'abord appliquer le critère n° 1 (R104-12 1° CU) visant Natura 2000, c'est-à-dire les quatre sites Natura 2000 auxquels Billom Communauté contribue.

Or compte tenu des caractéristiques des sites et des objets de changement : (1) quatre sites Natura 2000 de type zone spéciale de conservation (ZSC) de la directive *Habitats*, c'est-à-dire des sites bien circonscrits : site de milieux ouverts thermophiles, site de milieu ouvert bocager et site alluvial (contrairement à un site ZPS de la directive *Oiseaux*) ; (2) des objectifs de conservation de ces quatre sites ; (3) du type d'objets de changement, notamment des plus proches de ce site Natura 2000 ; (4) de la distance des objets de changement à ces sites Natura 2000, le projet de modification de droit commun n° 3 (MDC3) du PLU-H de Billom Communauté ne permet pas « la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » (R104-12 1° CU).

Le projet MDC3 ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique).

Il convient de passer au critère n° 2.

3.2 Critère n° 2 : modification simplifiée pour mise en compatibilité

Parce que le critère n° 2 du logigramme relève de la modification simplifiée pour mise en compatibilité prévue aux articles L131-7 et L131-8 CU, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, critère que le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté ne satisfait pas, il convient de passer au critère n° 3.

3.3 Critère n° 3 : autres modifications : préévaluation environnementale

3.3.1 Principe

L'application du critère 3 conduit à répondre à la question : le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE » (R104-12 3° CU) ?

Ce risque ne peut être évalué que par une préévaluation environnementale.

Il faut rappeler que si la préévaluation environnementale conclue que le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté ne présente pas de risque d'incidences notables – ce qui est différent de ne pas avoir d'incidences notables probables –, la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmet alors un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (autoévaluation), autoévaluation que constitue cette présente étude. Dans ce cas, le dispositif d'évaluation environnementale volontaire (EE au cas par cas volontaire) n'est donc pas mis en œuvre.

Bien sûr, à l'égard de ce dossier d'examen au cas par cas *ad hoc*, l'autorité environnementale (MRAe) peut émettre un avis conforme non favorable parce qu'elle considère que le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté est finalement susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement donc requiert une évaluation environnementale dite « évaluation environnementale par avis conforme » (EE au cas par cas par avis conforme).

3.3.2 Méthode

Une préévaluation environnementale détermine si le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des **critères** de l'annexe II de la directive 2001/42/CE dite *Plans et Programmes* (article 3 paragraphe 5). Ce sont les critères de l'alinéa **1.** de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* concernant les « caractéristiques des plans et programmes », c'est-à-dire du projet de PLU(i), puis les critères de l'alinéa **2.** de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* relevant des « caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée », c'est-à-dire des incidences notables sur l'environnement tenant en compte des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

En effet, un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement que s'il présente tout d'abord des capacités intrinsèques à transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs ou thèmes environnementaux tels que la faune, la flore, l'eau..., facteurs ou thèmes listés par le point (f) de l'annexe I de la directive *Plans et Programmes* qui concerne les informations à fournir pour une évaluation environnementale (article 5 paragraphe 1). On parle dans ce cas d'effets notables sur l'environnement indépendamment de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

La préévaluation environnementale d'un projet de PLU(i) va donc tout d'abord évaluer la probabilité ou le risque que les changements qu'il entraîne aient des effets notables sur des facteurs ou thèmes environnementaux pour ensuite évaluer la probabilité ou le risque que ces changements aient des incidences notables sur l'environnement (pour les facteurs ou thèmes environnementaux à risque retenus) compte tenu des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

3.3.2.1 Risques d'effets notables

Compte tenu du type et caractéristiques des objets de changement du projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté, il n'y pas de risque que le projet présente des effets notables sur les facteurs environnementaux suivants :

- consommation de surfaces agricoles/naturelles ;
- gestion des eaux pluviales ;
- eau potable ;
- assainissement ;
- sols pollués ;

- déchets ;
- risque et nuisances ;
- l'air, l'énergie et le climat.

A l'égard de la consommation de surfaces agricoles/naturelles, que ce soit dans le PLU-H en vigueur ou dans le projet MDC3 du PLU-H, les surfaces originelles sont en matière d'occupation du sol de cinq types :

1. soit agricoles mais le resteront : objet 6a à Billom (zone A vers zone As* ; zone As* vers zone A) ;
2. soit non agricoles parce qu'en zone N mais déjà artificialisées : objet 9c à Billom (zone N vers zone Stecal Ah) ;
3. soit non agricoles parce que déjà en zones AU ou U artificialisée : objet 6a à Billom (zone AUmu vers zone U), objet 4 à Reignat (zone UI vers zone Ue), objet 5 à Saint-Julien-de-Coppel (zone Ue vers zone Ud) ;
4. soit agricoles mais déjà artificialisées : objet 9a à Billom (zone A vers zone Stecal Ah) ; objet 9b à Vertaizon (zone As vers zone Stecal Ah) ; objet 6a à Billom (zone AUmu vers zone A) ; objet 10 à Vertaizon (zone A vers zone A et zone As vers zone A) mais zone As vers zone A estimée à 0,26 ha non encore artificialisée qui le sera peut-être dans le cadre d'aménagement en lien avec un bâtiment agricole déjà construit ;
5. soit non agricoles parce qu'en zone N mais non artificialisées : objet de changement 1b à Mur-sur-Allier correspondant à une création d'un périmètre d'OAP dans une zone U et partiellement dans une zone N estimée à 0,15 ha non encore artificialisée mais qui ne le sera pas dans l'OAP par ses orientations graphique et textuelle : « maintien des boisements existants ».

Que ce soit dans le PLU-H en vigueur ou dans le projet MDC3 du PLU-H, les surfaces originelles des trois derniers types vont voir réduire leur puits de carbone (séquestration) de cette occupation du sol, c'est-à-dire leurs réservoirs de carbone « sol » et « biomasse ».

Concernant la gestion des eaux pluviales, le projet MDC3 du PLU-H n'apporte aucun changement, il en est de même des autres effets notables.

3.3.2.2 Risques d'incidences notables

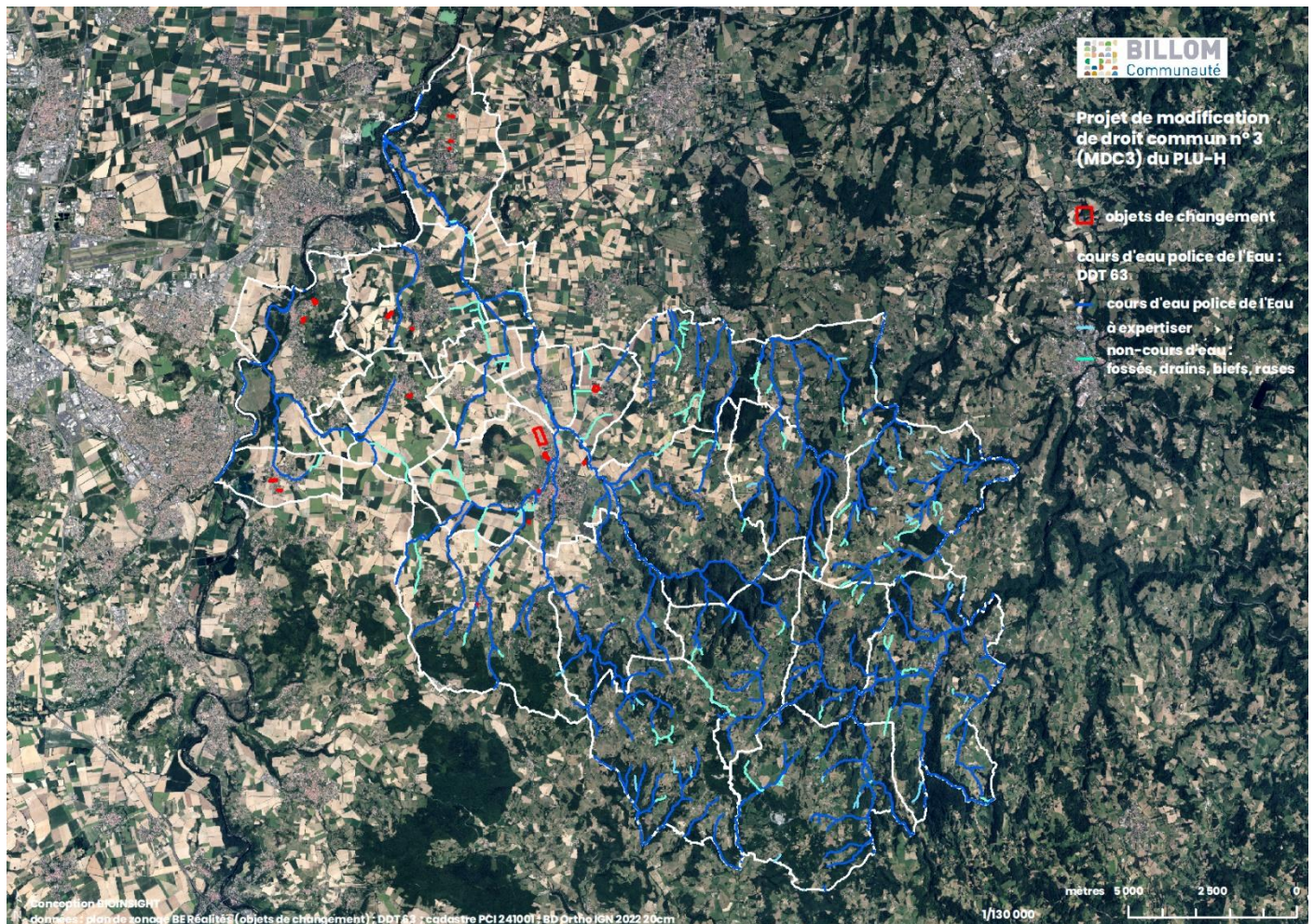
Cours d'eau et zones humides

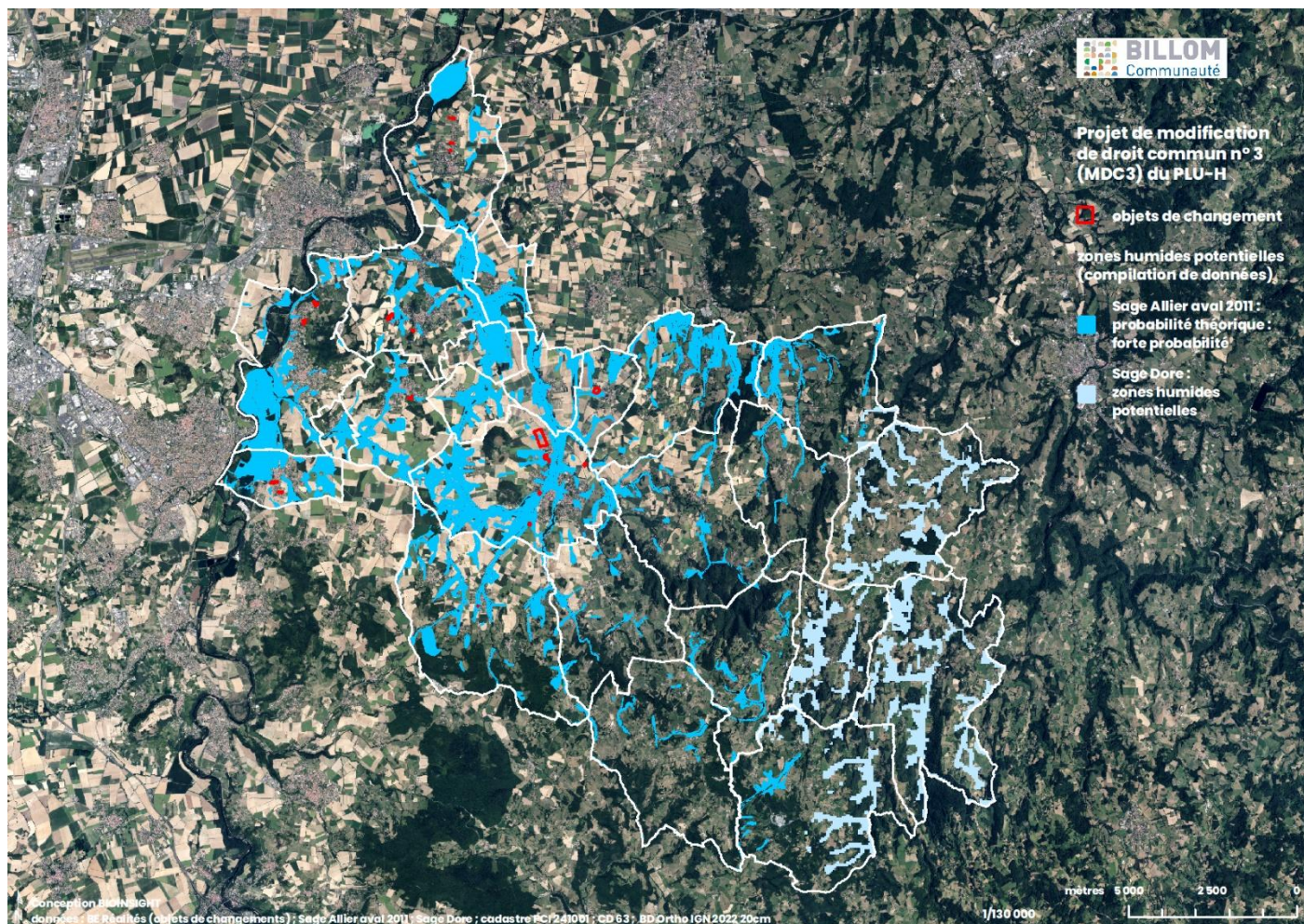
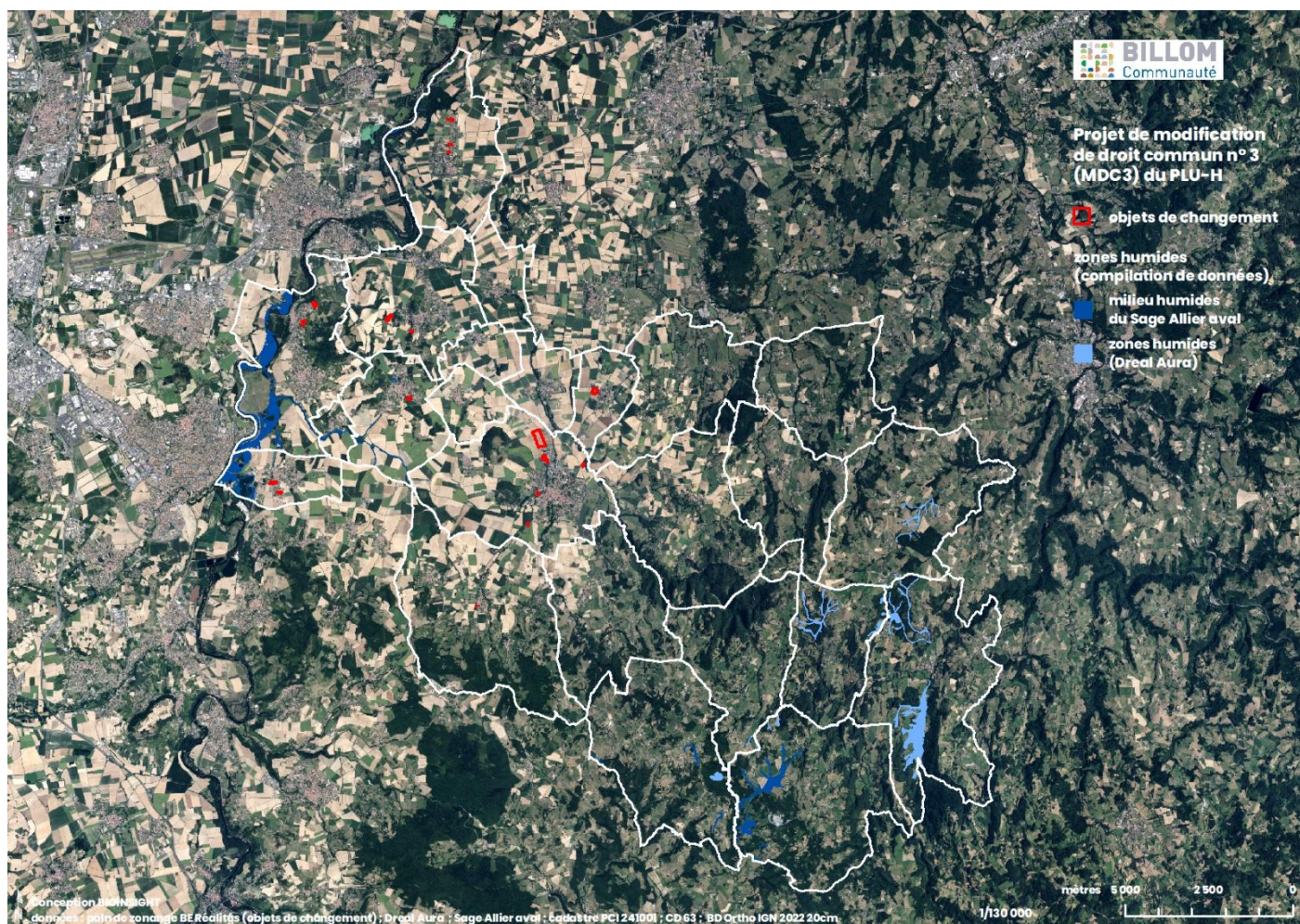
Les données disponibles sur les cours d'eau et zones humides de Billom Communauté émanent tout d'abord des études suivantes :

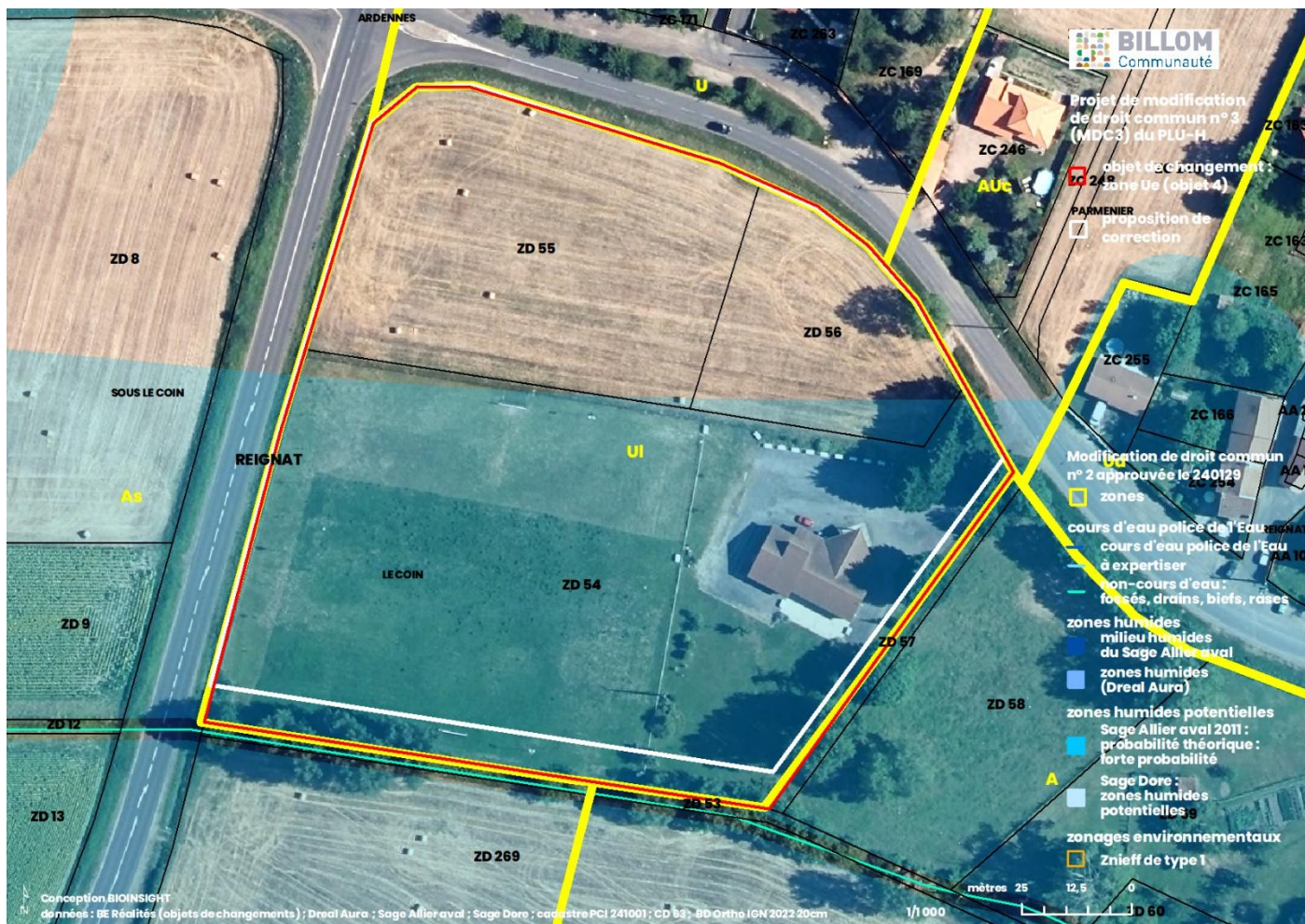
- classement des cours d'eau police de l'Eau (DDT 63) ;
- inventaire départemental des zones humides (données compilées par la Dreal Aura) et des milieux humide (Sage Allier Aval 2022).

Considérant les caractéristiques, la localisation et les corrections proposées et acceptées des 18 objets de changement (carte) ainsi que les visites de terrain, le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les cours d'eau ni sur les zones humides.

S'agissant de la cartographie des zones humides potentielles du Sage Allier aval (2011) et du Sage Dore, sont concernés : l'objet 4 à Reignat, l'objet 5 à Saint-Julien-de-Coppel, l'objet 3 à Chauriat et l'objet 8 à Billom.







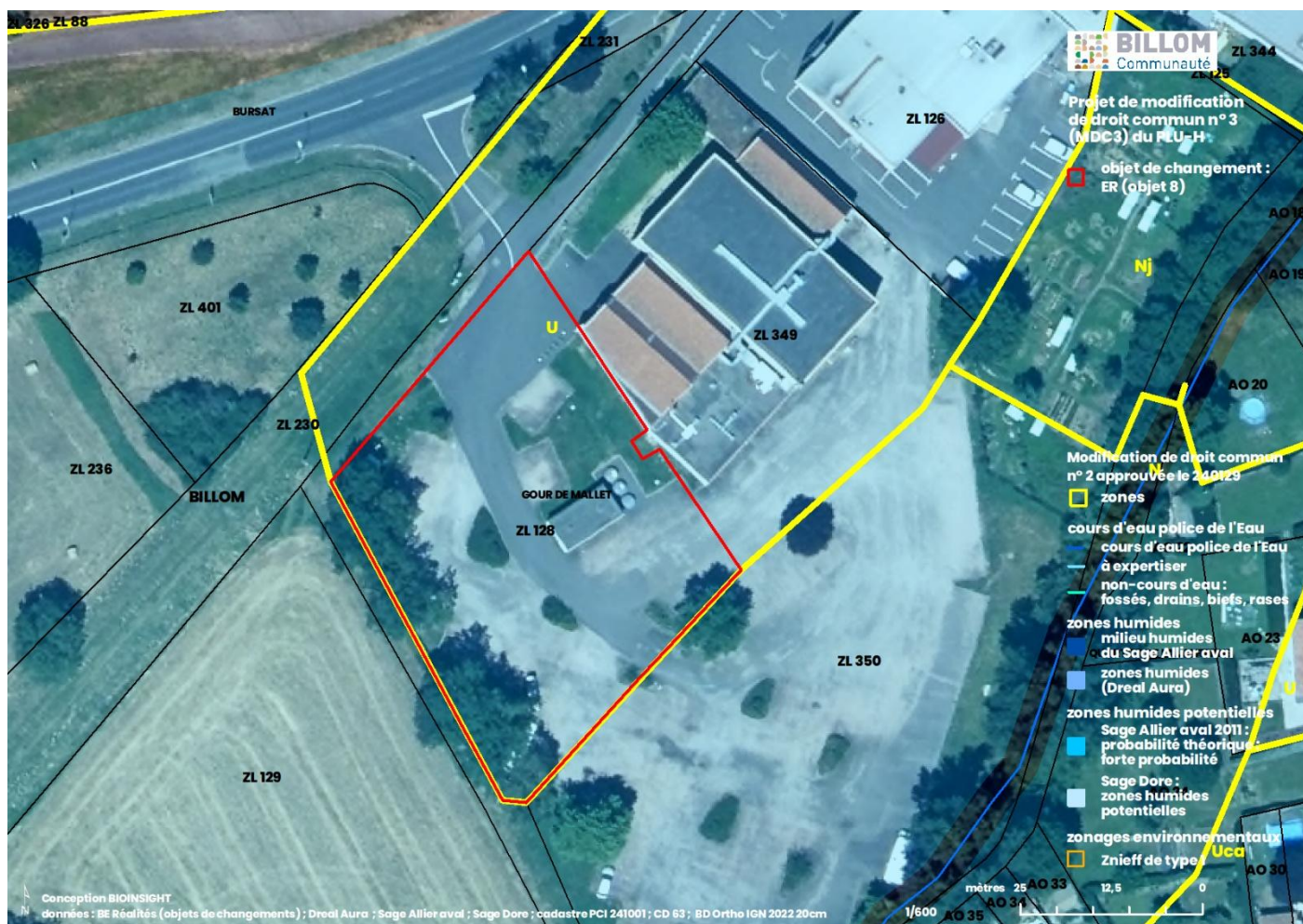
Objet 4 à Reignat (zone UI vers zone Ue avec réduction du périmètre par correction proposée) : pas de milieu humide (photos Luc Laurent)



Objet 5 à Saint-Julien-de-Coppel (zone Ue vers zone Ud) : surfaces herbacées drainées (ancienne prairie humide ?) avec un séquoia géant (*Sequoiadendron*) comme point de repère entre carte et photos : pas de milieu humide (photos Luc Laurent)



Objet 3 à Chauriat (création d'un périmètre d'OAP dans une zone U actuelle) : partie basse de la parcelle ZD28 depuis le bas et depuis le haut : pas de milieu humide (photos Luc Laurent)



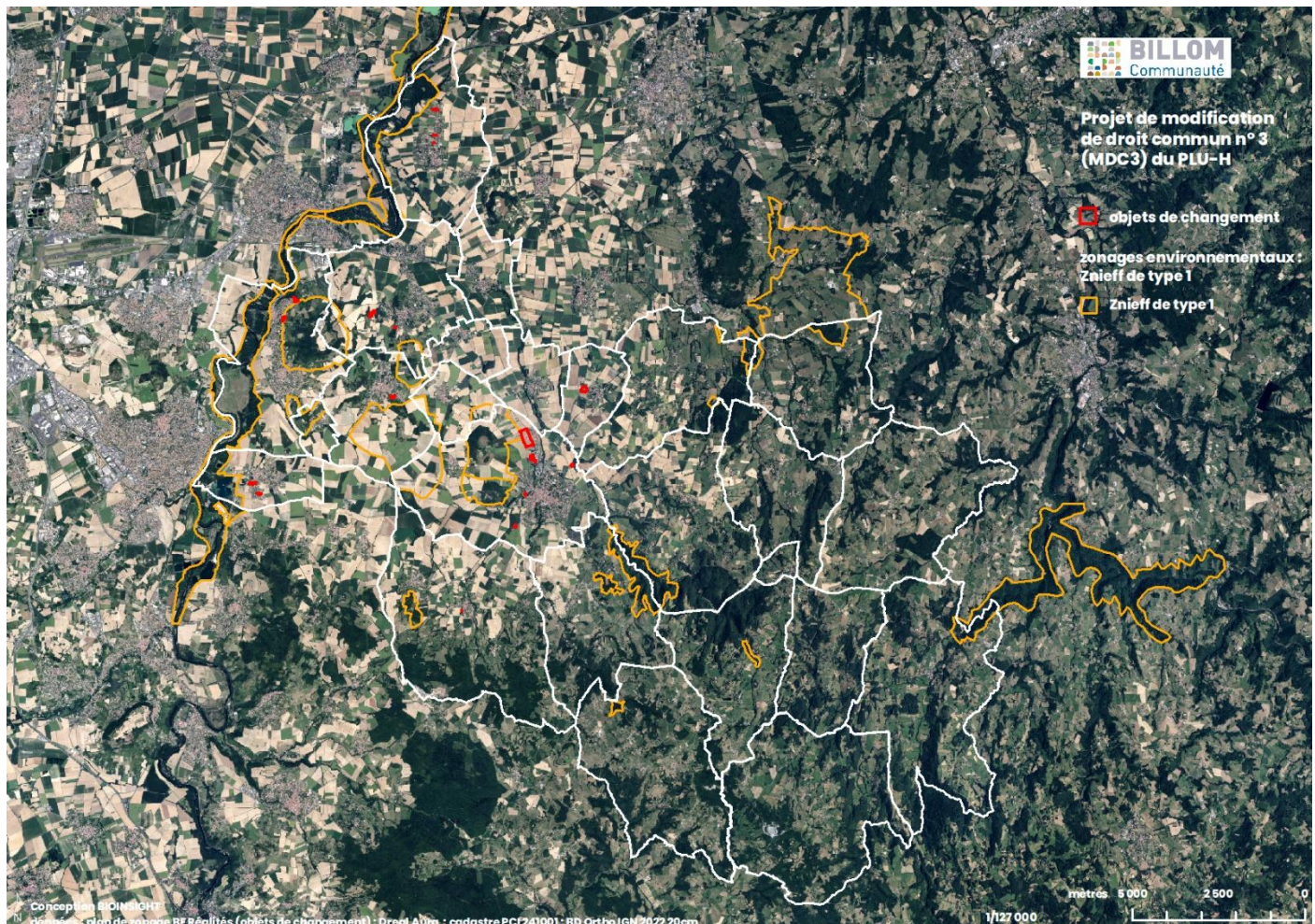
Objet 8 à Billom (création d'un périmètre d'emplacement réservé dans une zone U actuelle) : pas de milieu humide (photos Luc Laurent)

Considérant les caractéristiques et la localisation des 18 objets de changement ainsi que les visites de terrain et les corrections proposées et acceptées, en matière de zones humides potentielles, le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les zones humides.

Démarche trame verte et bleue (TVB) de PLU de Billom Communauté

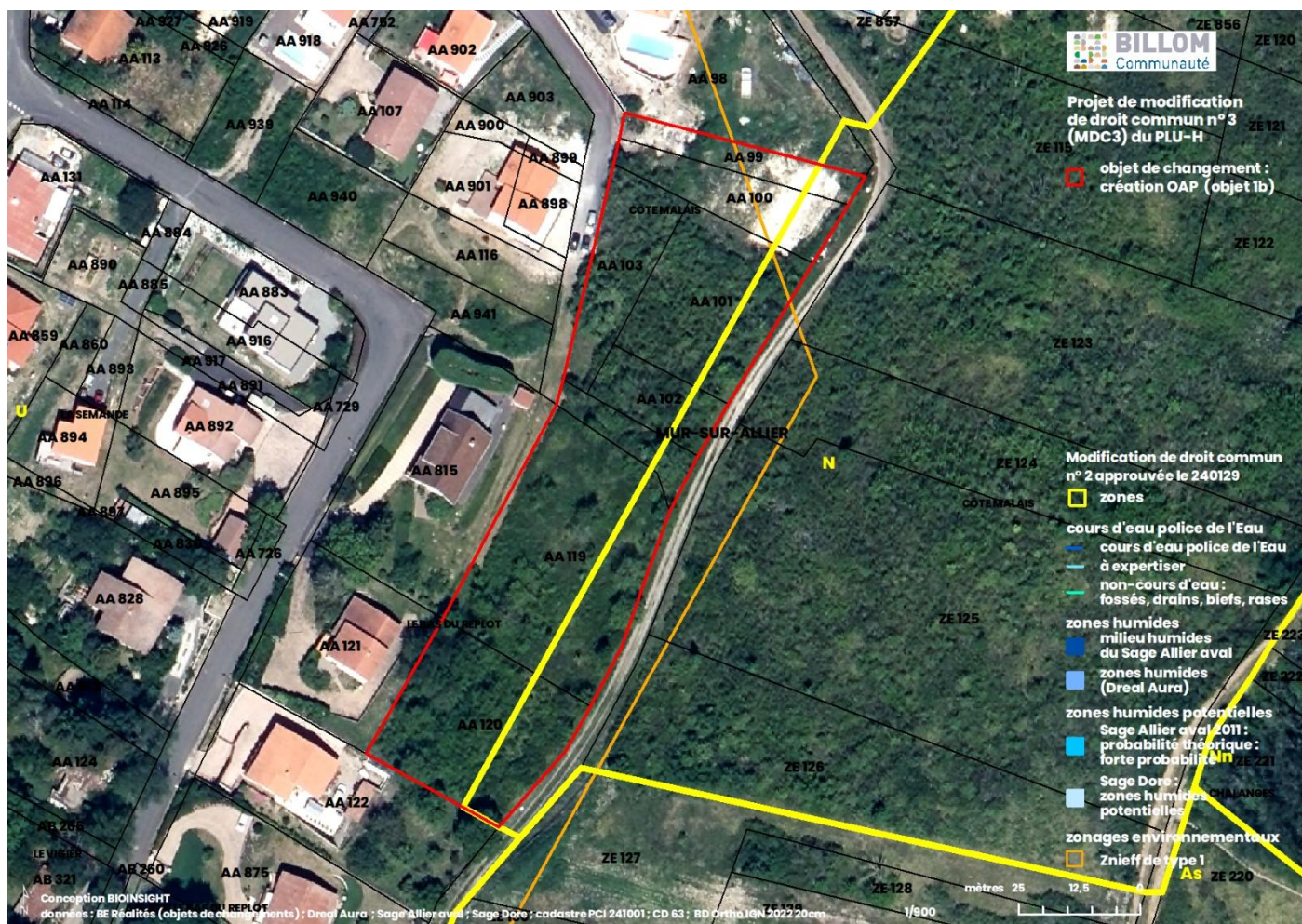
Considérant les caractéristiques et la localisation des 18 objets de changement ainsi que les visites de terrain et les corrections apportées par la préévaluation environnementale en matière

de protection réglementaire d'arbres isolés urbains et de boisements urbains (petite forêt urbaine) ainsi que d'une continuité écologique humide dans le périmètre de certains objets de changement (voir chapitre objets de changement : description et proposition de corrections), le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les continuités écologiques ni sur les autres composantes de la démarche TVB de PLU de Billom Communauté (coupures à l'urbanisation agricoles ainsi que réservoirs de biodiversité et principes de connexion d'échelle supérieure).



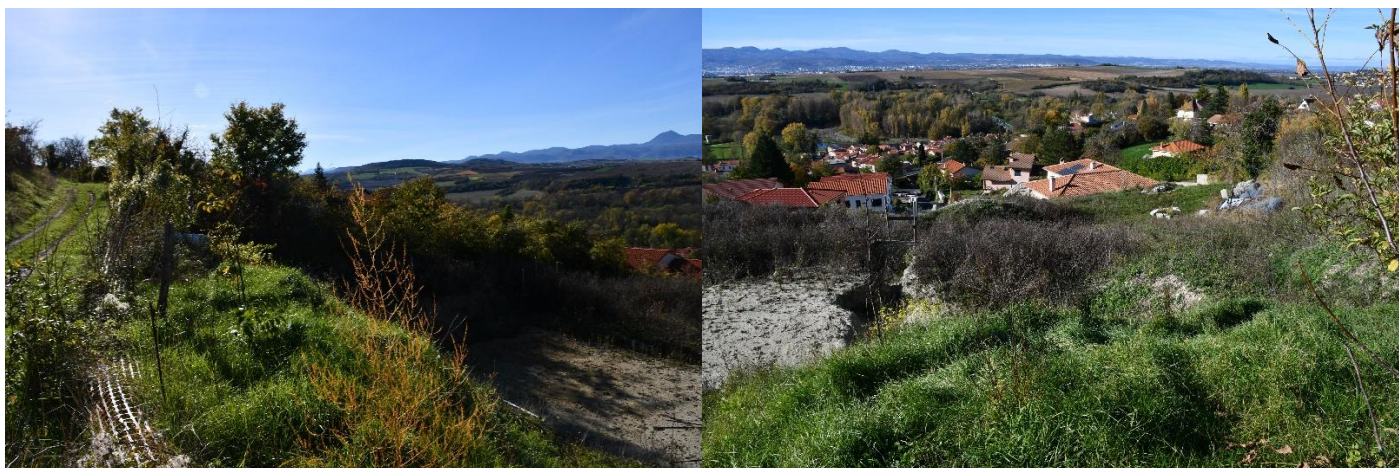
Autres zonages environnementaux : Znieff de type 1

Considérant les caractéristiques et la localisation des 18 objets de changement ainsi que les visites de terrain et les corrections proposées et acceptées, le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur ces autres zonages environnementaux que sont les Znieff de type 1.



Cependant, pour plus de précisions, il convient de préciser que l'objet de changement 1b à Mur-sur-Allier création d'une OAP (dans une zone U et partiellement dans une zone N) intersecte le périmètre de la Znieff de type 1 *Puy de Mur, les Muses*.

Considérant les milieux naturels et espèces déterminantes de cette Znieff de type 1 *Puy de Mur, les Muses*, la localisation de cette intersection de cette OAP à la périphérie occidentale de cette Znieff de type 1, la très faible superficie d'intersection de 412 m² et l'artificialisation de cette intersection, le projet MDC3 du PLU-H de Billom Communauté n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur cette Znieff de type 1 *Puy de Mur, les Muses*.



Objet 1b à Mur-sur-Allier : artificialisation de l'intersection de l'OAP avec la Znieff de type 1 *Puy de Mur, les Muses* (LL.)

3.3.2.3 Résultats de la préévaluation environnementale

Considérant les caractéristiques et la localisation des 18 objets de changement ainsi que les visites de terrain et les corrections proposées et acceptées, la préévaluation environnementale détermine qu'il n'y a pas de risque que ces objets de changement présentent des effets et incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine pour les facteurs ou thèmes environnementaux les plus pertinents pour une telle préévaluation environnementale.

Le projet de modification de droit commun n° 3 du PLU-H de Billom Communauté n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

3.4 Stratégie retenue à l'issue du déroulé analytique

Il a été décidé que la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmette un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (autoévaluation) que constitue cette présente étude.